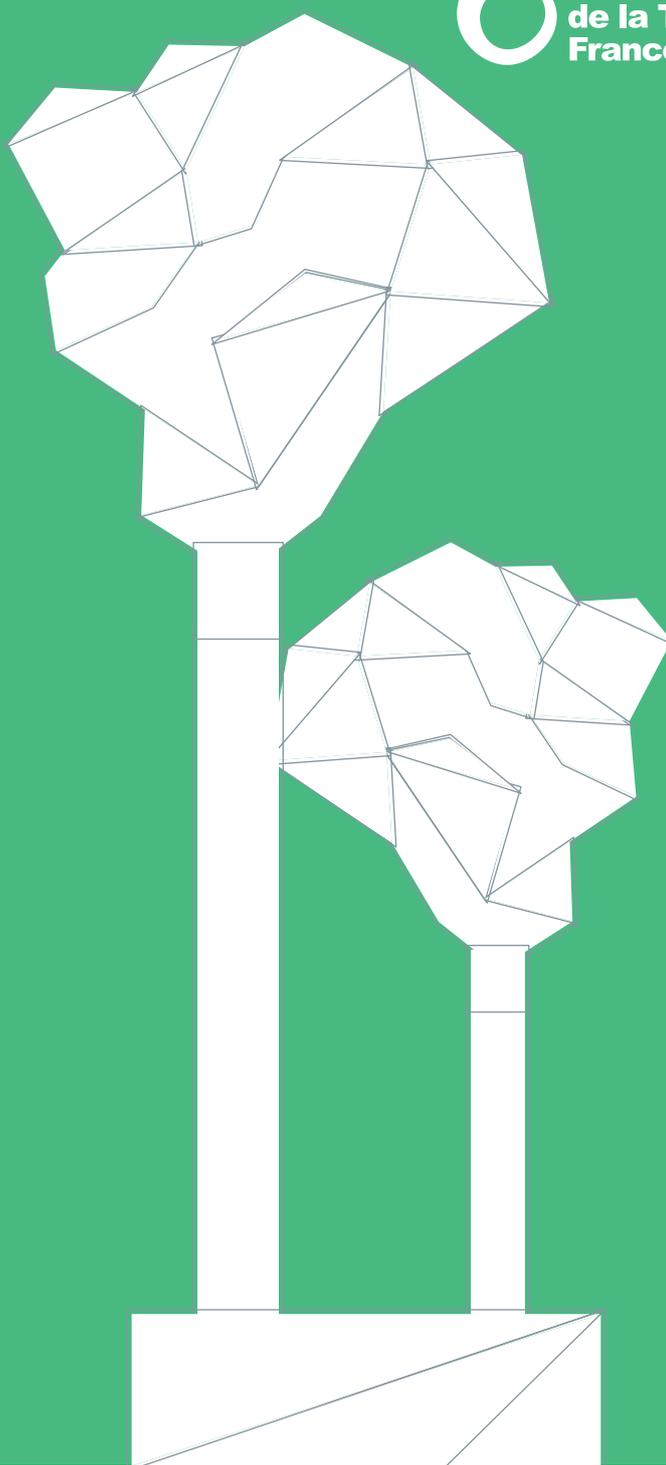


DOSSIER de presse

**NON, LE CHARBON N'EST
PAS ENCORE ENTERRÉ !**

MAI 2016

 Les Amis
de la Terre
France



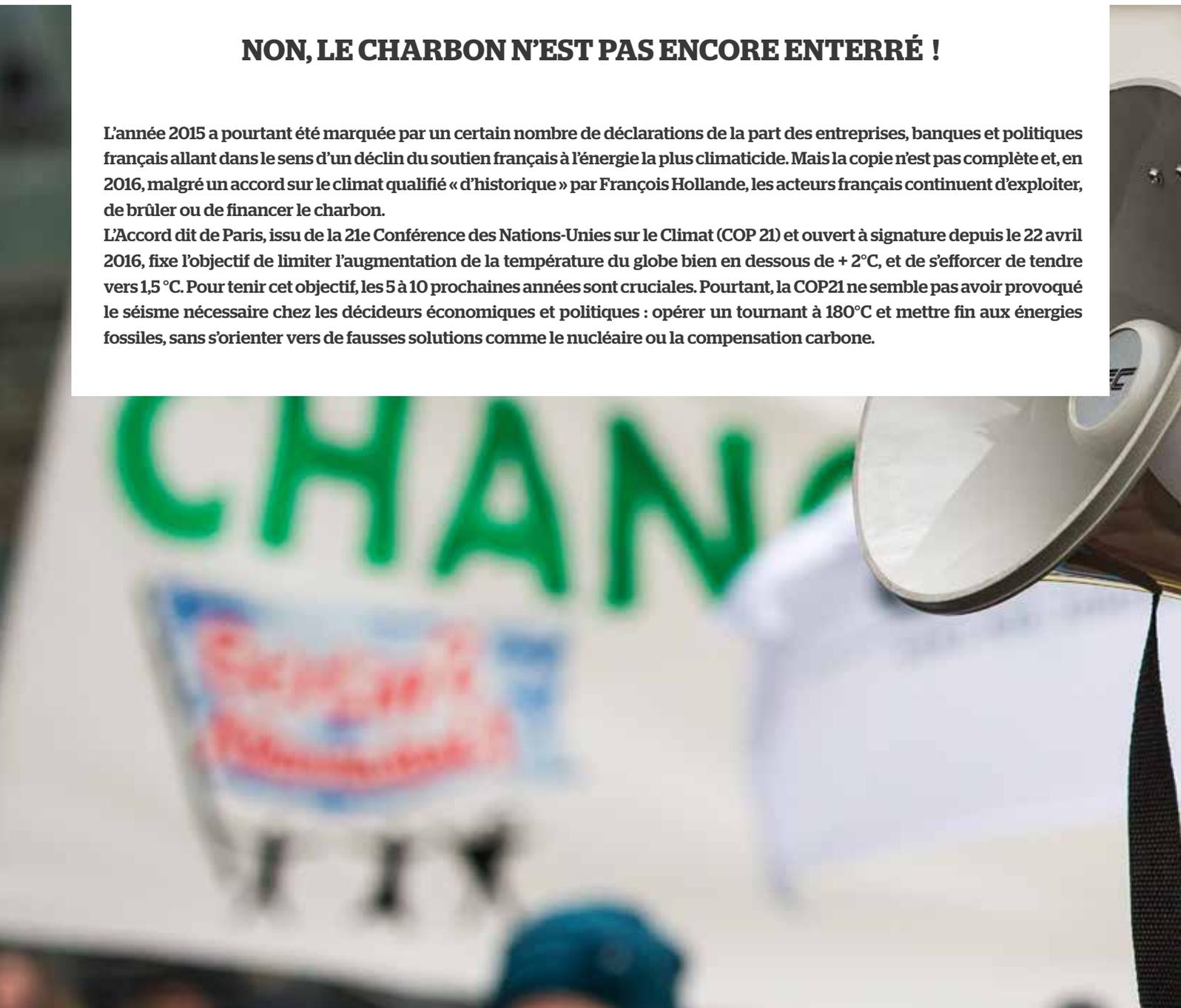
LA FRANCE EXEMPLAIRE ?



NON, LE CHARBON N'EST PAS ENCORE ENTERRÉ !

L'année 2015 a pourtant été marquée par un certain nombre de déclarations de la part des entreprises, banques et politiques français allant dans le sens d'un déclin du soutien français à l'énergie la plus climaticide. Mais la copie n'est pas complète et, en 2016, malgré un accord sur le climat qualifié « d'historique » par François Hollande, les acteurs français continuent d'exploiter, de brûler ou de financer le charbon.

L'Accord dit de Paris, issu de la 21e Conférence des Nations-Unies sur le Climat (COP 21) et ouvert à signature depuis le 22 avril 2016, fixe l'objectif de limiter l'augmentation de la température du globe bien en dessous de + 2°C, et de s'efforcer de tendre vers 1,5 °C. Pour tenir cet objectif, les 5 à 10 prochaines années sont cruciales. Pourtant, la COP21 ne semble pas avoir provoqué le séisme nécessaire chez les décideurs économiques et politiques : opérer un tournant à 180°C et mettre fin aux énergies fossiles, sans s'orienter vers de fausses solutions comme le nucléaire ou la compensation carbone.



FACE AU « BUSINESS AS USUAL » LE **MOUVEMENT POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE** S'INTENSIFIE...

21 AVRIL

plus de 300 militants climat ont perturbé à Paris le Sommet International du Pétrole et rappelé les lignes rouges d'un futur juste et durable, à nouveau franchies par l'industrie fossile !

DEBUT JUIN

BNP Paribas doit annoncer lors de son Assemblée Générale le 26 mai la fin de ses soutiens aux entreprises du charbon. Si elle ne le fait pas, les militant-e-s seront prêt-e-s à engager le match «climat vs profits»

4 - 6 AVRIL

1000 personnes ont perturbé pendant 3 jours le Sommet MCEDeepwater à Pau lors duquel l'industrie du pétrole s'accordait sur l'avenir du pétrole offshore.

MAI

Les Assemblées générales des entreprises et banques françaises est l'occasion de leur rappeler qu'une des solutions à la crise climatique est de laisser les fossiles dans le sol en commençant par une sortie du secteur du charbon d'ici 2020.

Le charbon est le témoin test de cette inertie politique. Il est estimé que, même sans construire de nouvelles centrales à charbon, en 2030 les émissions de CO2 liées au parc charbon existant seront 150% supérieures à ce qu'il faudrait pour rester sous la barre des + 2°C. **Un tel constat impose deux conclusions : non seulement il faut empêcher toute construction de nouvelle infrastructure charbon, mais il faut également s'ateler à fermer le parc existant.**

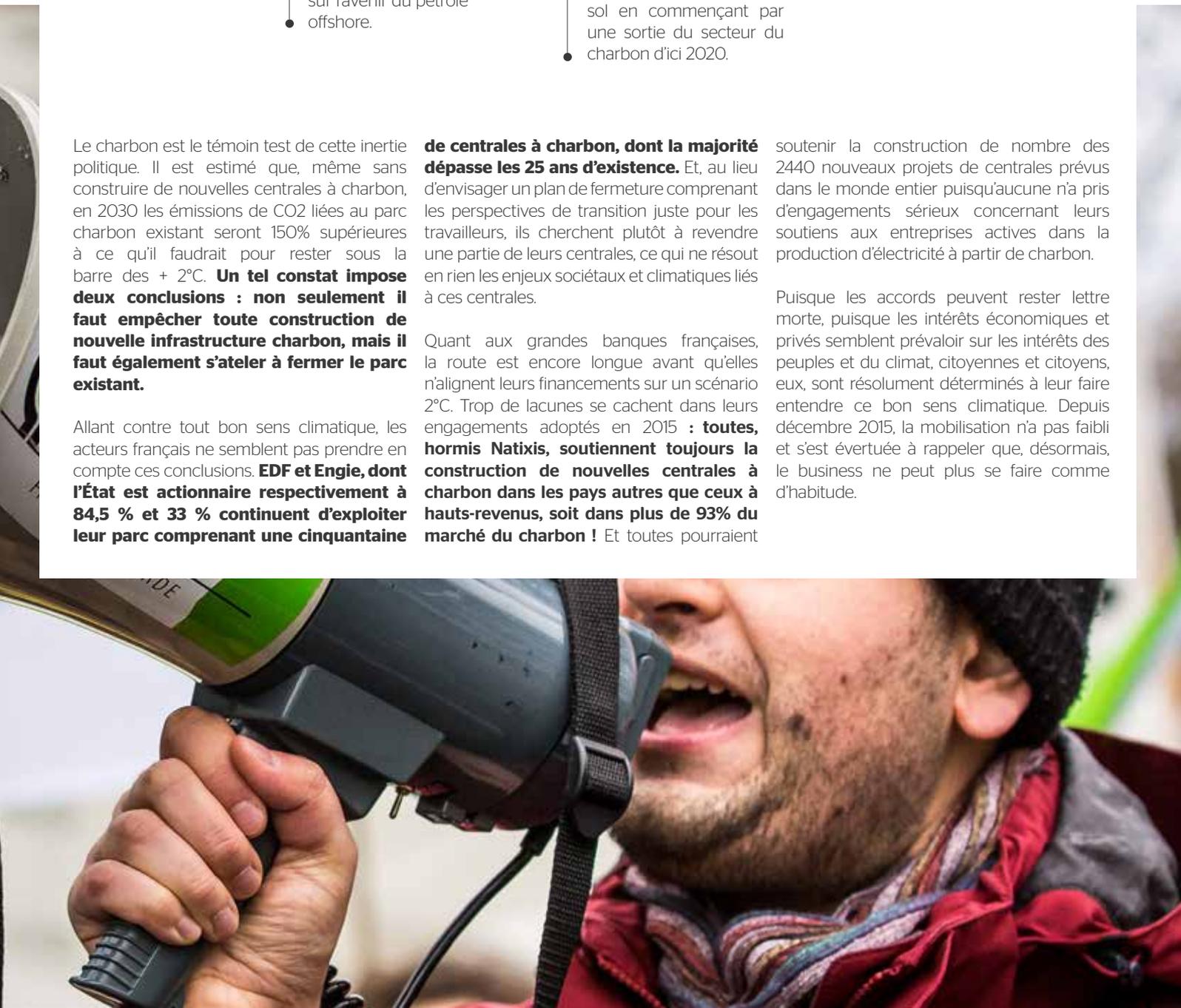
Allant contre tout bon sens climatique, les acteurs français ne semblent pas prendre en compte ces conclusions. **EDF et Engie, dont l'État est actionnaire respectivement à 84,5 % et 33 % continuent d'exploiter leur parc comprenant une cinquantaine**

de centrales à charbon, dont la majorité dépasse les 25 ans d'existence. Et, au lieu d'envisager un plan de fermeture comprenant les perspectives de transition juste pour les travailleurs, ils cherchent plutôt à revendre une partie de leurs centrales, ce qui ne résout en rien les enjeux sociétaux et climatiques liés à ces centrales.

Quant aux grandes banques françaises, la route est encore longue avant qu'elles n'alignent leurs financements sur un scénario 2°C. Trop de lacunes se cachent dans leurs engagements adoptés en 2015 : **toutes, hormis Natixis, soutiennent toujours la construction de nouvelles centrales à charbon dans les pays autres que ceux à hauts-revenus, soit dans plus de 93% du marché du charbon !** Et toutes pourraient

soutenir la construction de nombre des 2440 nouveaux projets de centrales prévus dans le monde entier puisqu'aucune n'a pris d'engagements sérieux concernant leurs soutiens aux entreprises actives dans la production d'électricité à partir de charbon.

Puisque les accords peuvent rester lettre morte, puisque les intérêts économiques et privés semblent prévaloir sur les intérêts des peuples et du climat, citoyennes et citoyens, eux, sont résolument déterminés à leur faire entendre ce bon sens climatique. Depuis décembre 2015, la mobilisation n'a pas faibli et s'est évertuée à rappeler que, désormais, le business ne peut plus se faire comme d'habitude.

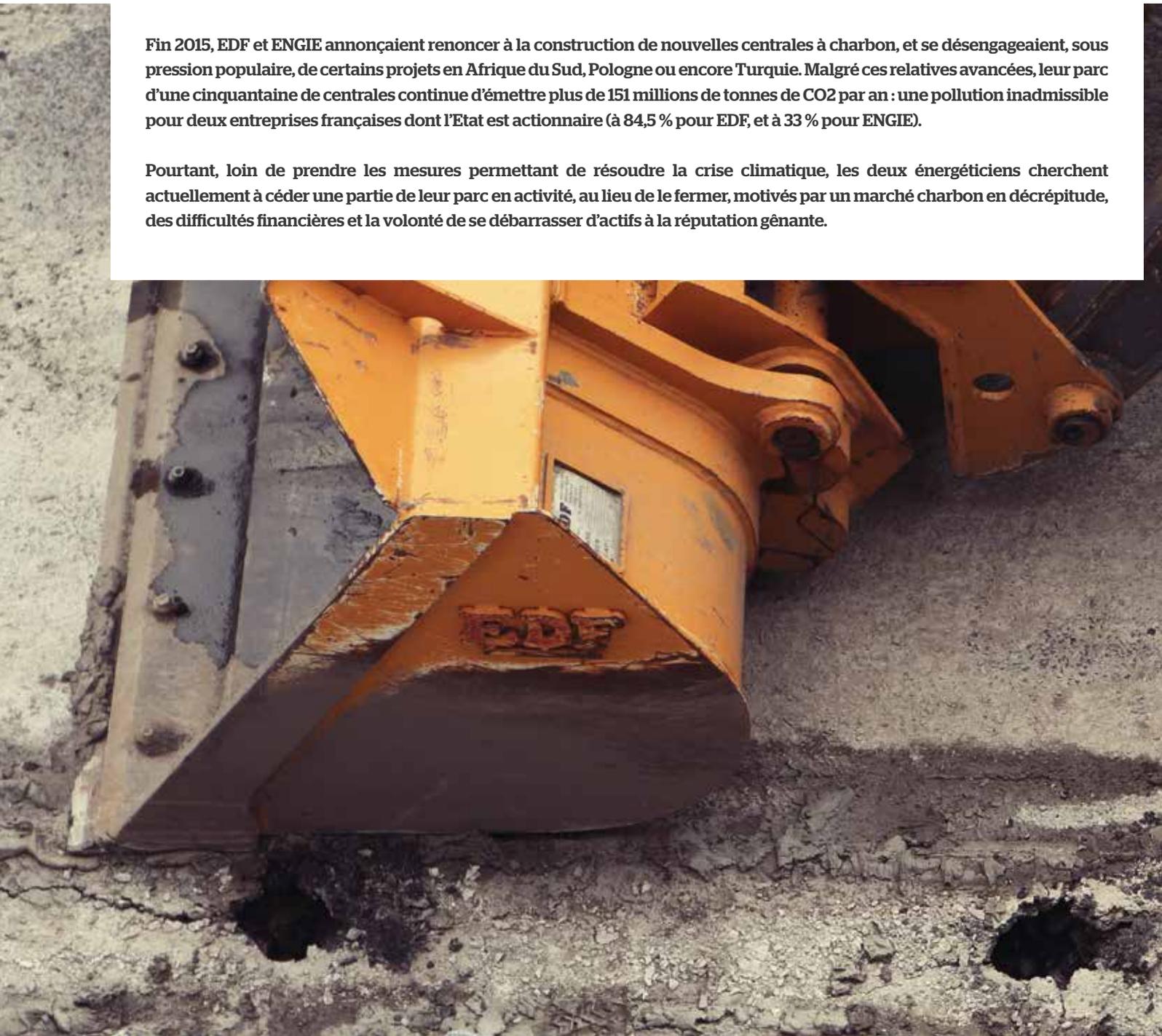


L'ETAT FRANCAIS EXEMPLAIRE ?



Fin 2015, EDF et ENGIE annonçaient renoncer à la construction de nouvelles centrales à charbon, et se désengageaient, sous pression populaire, de certains projets en Afrique du Sud, Pologne ou encore Turquie. Malgré ces relatives avancées, leur parc d'une cinquantaine de centrales continue d'émettre plus de 151 millions de tonnes de CO2 par an : une pollution inadmissible pour deux entreprises françaises dont l'Etat est actionnaire (à 84,5 % pour EDF, et à 33 % pour ENGIE).

Pourtant, loin de prendre les mesures permettant de résoudre la crise climatique, les deux énergéticiens cherchent actuellement à céder une partie de leur parc en activité, au lieu de le fermer, motivés par un marché charbon en décrépite, des difficultés financières et la volonté de se débarrasser d'actifs à la réputation gênante.





ENGIE a ainsi déjà trouvé acquéreur pour ses centrales à charbon aux USA, en Inde et en Indonésie, et s'apprête à vendre sa centrale de Polaniec en Pologne. C'est également là qu'EDF a fait part de son intention de céder sa centrale Rybnik. Ce tournant récent est en contradiction avec l'objectif de l'Accord de Paris de cantonner le dérèglement climatique sous la barre des + 2°C d'augmentation globale, voire + 1,5 °C, puisque seule la fermeture permettrait de limiter les émissions.

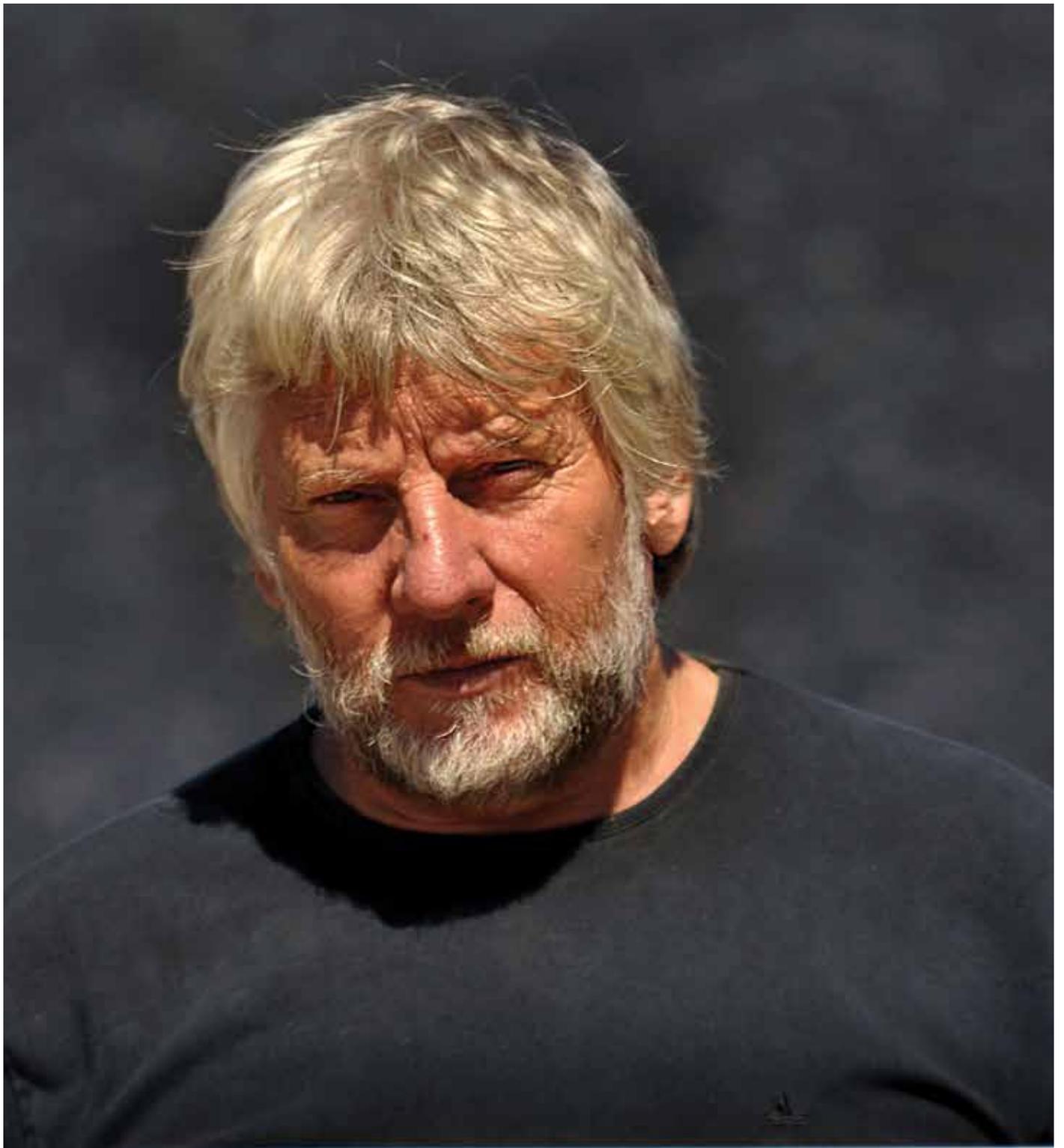
Si la France veut réellement "montrer l'exemple" en matière climatique comme l'a répété François Hollande lors de la Conférence environnementale le 25 avril 2015, alors le gouvernement doit jouer son rôle de stratège au sein d'EDF et ENGIE et pousser les deux entreprises vers une fermeture définitive du parc d'ici 2020, en commençant par les plus âgées, tout en prenant en compte les besoins de reconversion des salariés et de nettoyage des sites, et mettre ainsi un terme à toutes les activités charbon de ces deux entreprises françaises.

NOS OBJECTIFS

OBTENIR UN PLAN DE SORTIE DU
CHARBON D'ICI À **2020**.

FERMER LES CENTRALES
LES PLUS POLLUANTES COMME
HAZELWOOD EN AUSTRALIE.

OBTENIR **L'ARRÊT** DU COMMERCE
DU CHARBON PAR EDF.



Le profit pour eux,
la mort pour nous

03

MAI

**Nous serons présents à l'Assemblée générale,
n'hésitez pas à nous poser des questions !**

Hazelwood : fermer la 3e centrale la plus polluante au monde

En Australie, la centrale d'Hazelwood de 1542 MW se place en peloton de tête des centrales les plus polluantes au monde. Ouverte depuis les années 70, les incidents s'y multiplient. En 2014, la mine attenante, aussi gérée par Engie, s'est enflammée pendant près d'un mois, exposant les 12 000 habitants de la ville de Morwell à des taux élevés de pollution. Hérésie climatique, gouffre financier, nuisance pour la population locale : Engie doit fermer impérativement la centrale d'Hazelwood et prendre ses responsabilités concernant la réhabilitation du site et l'accompagnement des travailleurs.

10

MAI

12

**Maira Mendez Barboza interviendra à
l'Assemblée générale des Actionnaires d'EDF.**

EDF, faites cesser le commerce du charbon de sang !

Région de César, Colombie. Entre 1996 et 2006, les habitants de la région subissent les coups de la violence des paramilitaires. Selon les estimations, au moins 3 100 personnes auraient été tuées, et 55 000 déplacées. Dans un rapport de 2014, l'organisation PAX révèle la responsabilité supposée des deux entreprises minières exploitant le bassin charbonnier, Drummond et Prodeco/Glencore dans les violations répétées des droits de l'homme, en raison de leurs liens avec les paramilitaires. Puisque encore aujourd'hui les entreprises n'ont pas répondu aux attentes des victimes, ces dernières se tournent aujourd'hui vers les acheteurs européens de ce "charbon de sang", parmi lesquels EDF. Maira Mendez Barboza, dont le père a été assassiné par les paramilitaires en février 2002, sera présente en France pour apporter son témoignage et demander à EDF de suspendre tous ses liens avec Drummond et Prodeco/Glencore, jusqu'à ce que des mesures concrètes soient prises pour compenser les victimes de violences dans le bassin minier Cesar.

“ A deux heures du matin, le 19 février 2002, environ 30 paramilitaires sont apparus dans notre village. Ils ont frappé à la porte [...] ‘Vous soutenez la guérilla !’ [...] Ma mère a répondu que c'était faux, mais ils ne voulaient rien entendre. Ils nous ont fait étendre sur le sol. [...]. Quand ils ont eu fini de fouiller la maison, les paramilitaires ont accusé mon père, Candido José Mendez Cochero, d'être un membre du bureau d'un syndicat. C'était faux. Il travaillait pour Drummond, cependant : il conduisait des camions pour eux. Au final, ils ont traîné mon père dehors et l'ont tué, là, devant notre maison, en face de moi, de mon frère et de ma mère. Il avait neuf balles dans le corps. J'avais quinze ans.”

Maira Mendez Barboza

LES BANQUES EXEMPLAIRES ?



En 2015, les grandes banques françaises se sont imposées comme leaders des grandes banques commerciales internationales en matière climatique en annonçant toutes la réduction de leurs soutiens à l'industrie du charbon. Pourtant, figurer dans le haut du tableau n'en fait pas pour autant des modèles d'excellence. Leur mérite est d'avoir été parmi les premières à commencer à prendre acte de l'incompatibilité du charbon avec les exigences climatiques. Mais, pour véritablement aligner leurs financements avec les objectifs de l'Accord de Paris, les banques doivent immédiatement annoncer de nouvelles mesures.



12 MAI

Publication d'une note (sous embargo jusqu'au 16 mai) sur les soutiens au charbon du Crédit Agricole et de la Société générale dans le contexte post COP21 avec un focus sur le cas de Tanjung Jati B en Indonésie.

17 MAI

Nous serons présents à l'Assemblée générale de Société générale

20 MAI

Publication de la note "Climat vs profits : la BNP Paribas doit en finir avec le charbon" (sous embargo jusqu'au 25 mai)

JUIN

BNP Paribas doit annoncer lors de son Assemblée générale le 26 mai la fin de ses soutiens aux entreprises du charbon. Si elle ne le fait pas, les militant-e-s seront prêt-e-s à engager le match «climat vs profits»

12 AU 16 MAI

Rencontrez Hindun Mulaika de Greenpeace Indonésie.

Une interview ?

Lucie.pinson@amisdelaterre.org

18 MAI

Nous serons présents à l'Assemblée générale du Crédit Agricole.

26 MAI

Nous serons présents à l'Assemblée générale de la BNP Paribas.

Car aujourd'hui, et comme le démontrent de nouvelles études publiées par les Amis de la Terre France et leurs partenaires, les banques françaises peuvent toujours financer la construction de nouvelles centrales à charbon et soutiennent toujours le développement de l'ensemble du secteur via leurs soutiens aux entreprises qui y sont actives. A peine la page de la COP21 tournée et les grandes déclarations oubliées, le Crédit Agricole et la Société Générale sont prises en train de soutenir des nouveaux projets de centrales en Indonésie et en République dominicaine, quand la BNP Paribas, schizophrène, répète viser un alignement de ses activités avec un scénario 2°C tout en continuant à abonder de millions d'euros l'industrie du charbon.

Avec autant de lacunes, les nouvelles politiques des banques ne relèvent pas le défi climatique. Rappelons que si les 2440 projets de nouvelles centrales voient le jour, les émissions de CO₂ du secteur du charbon seraient, en 2030, 400% supérieures au niveau compatible avec un scénario 2°C. Et que même sans ces nouvelles centrales, l'exploitation des seules capacités existantes mènerait à des émissions 150% au-dessus du plafond.

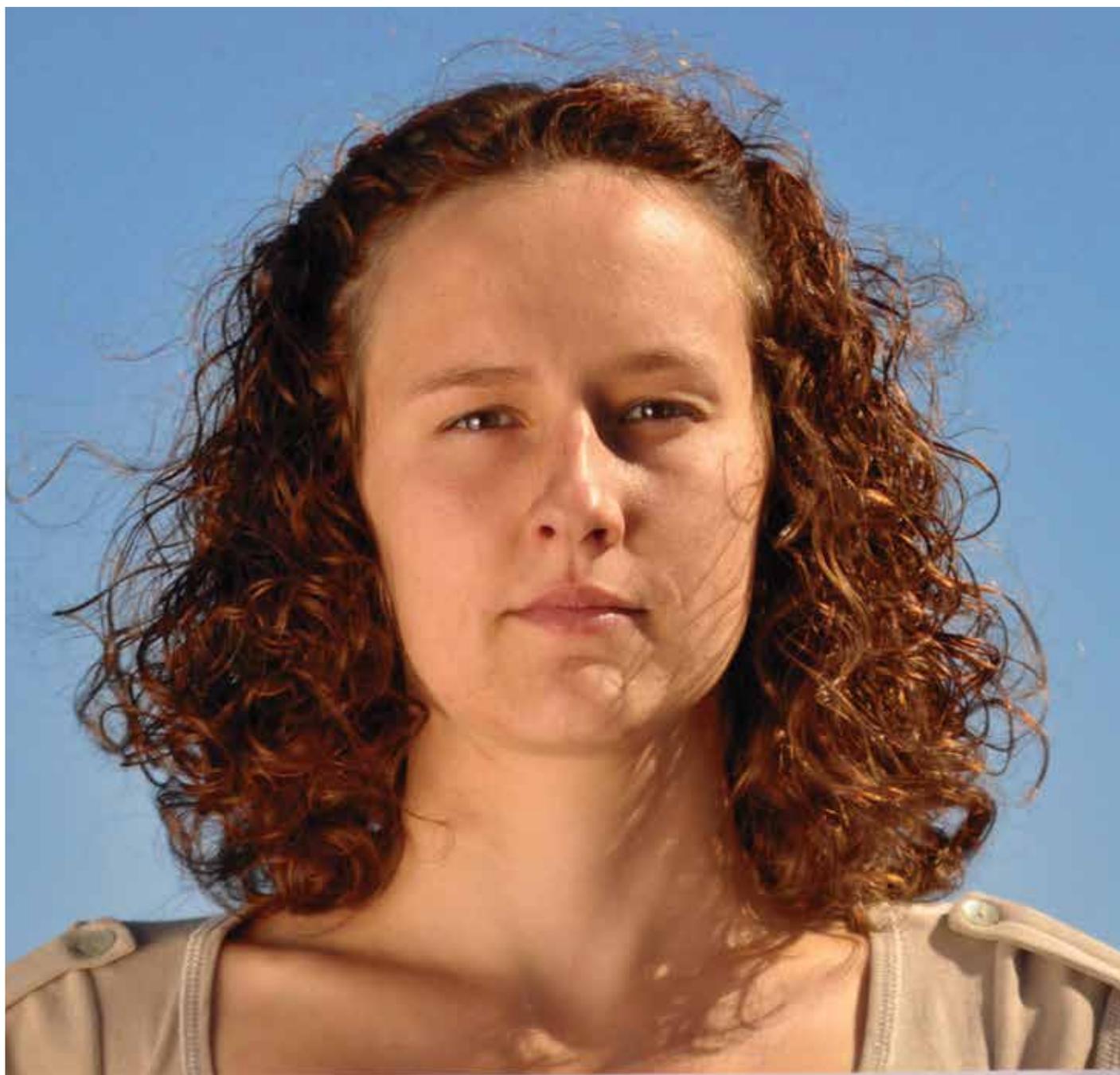
NOS OBJECTIFS

OBTENIR UN PLAN DE SORTIE DU
CHARBON D'ICI À **2020**

ARRETER DE FINANCER
DE NOUVEAUX
PROJETS CHARBON

COUPER LES FINANCEMENTS A
L'INDUSTRIE DU CHARBON





Une centrale
aujourd'hui, des
cancers demain

12
19

MAI

Société Générale et Crédit Agricole doivent renoncer à la centrale de TJB2 en Indonésie

Tanjung Jati B noircit les engagements climat du Crédit Agricole et de la Société Générale.

Accord de Paris ou pas, et malgré l'incompatibilité de toute nouvelle centrale à charbon avec l'objectif de 2°C, la Société Générale et le Crédit Agricole financent toujours la construction de nouvelles centrales à charbon. Car oui, en 2015, ces banques se sont engagées à ne plus soutenir ce type de projet...dans les pays à hauts revenus uniquement. Elles ont notamment rejoint un groupe de financeurs pour le projet d'extension de la centrale de Tanjung Jati B (TJB2) en Indonésie... après le retrait de BNP Paribas. Pollution de l'air, morts prématurées, ce projet climaticide officiellement soutenu pour répondre aux besoins énergétiques des populations, vise en réalité à créer un marché national à une industrie minière qui peine à trouver des débouchés à l'international.

En soutien aux populations opposées à l'extension de TJB2 et aux autres projets charbon prévus en Indonésie, les Amis de la Terre France et leurs partenaires Greenpeace et BankTrack se mobilisent lors des Assemblées générales des deux banques. **Notre demande : la Société générale et le Crédit Agricole doivent s'engager lors de leur Assemblée générale du 18 et 19 mai 2016 à ne plus financer de projets charbon nulle part, et commencer par suivre l'exemple de la BNP Paribas en se retirant du projet de Tanjung Jati B.**

En présence d'Hindun Mulaika, une représentante de Greenpeace Indonésie, nous rencontrerons les banques et les interpellons publiquement pendant leurs Assemblées générales du 18 et 19 mai !

JUIN

Nous appelons à nous rassembler à Paris début juin pour engager le match «climat vs profits» contre la BNP Paribas

BNP Paribas aime le sport, nous aussi !

En pleine saison de Roland Garros, un match se joue, celui du climat contre les profits. BNP Paribas, sponsor de l'événement et surtout 4e plus gros financeur du charbon au niveau mondial, avec 12.9 milliards d'euros de soutiens entre les sommets de Copenhague en 2009 et de Paris en 2015, dit vouloir aligner ses financements avec un scénario 2°C. Pourtant, malgré sa reconnaissance de l'Accord de Paris, l'ex sponsor de la COP21 peut toujours soutenir le développement du secteur du charbon.

Elle s'est engagée à ne plus financer de nouveaux projets de centrales à charbon que dans les pays à hauts-revenus. Et surtout, elle peut toujours financer nombre des entreprises qui se cachent derrière les 2440 projets de centrales à charbon prévus dans le monde ou encore celles qui comptent

parmi les premiers producteurs de charbon mais ne sont pas concernées par les engagements adoptés par la banque en 2015. Nous pensons notamment à la multinationale Glencore dont la filiale colombienne Prodeco exploite le bassin charbonnier du Cesar en Colombie (voir le cas EDF).

Par une lettre officielle, les Amis de la Terre France ont demandé à BNP Paribas d'annoncer lors de son Assemblée générale du 26 mai de nouvelles mesures permettant une sortie du charbon d'ici 2020, et en particulier l'arrêt de ses soutiens aux entreprises qui développent de nouveaux projets de mines, centrales et infrastructures charbon.

Et en pleine saison de Roland Garros, nous assisterons à l'Assemblée générale, prêt-e-s et déterminé-e-s à rentrer dans le match si BNP Paribas choisit l'équipe des profits à celle du climat. Nous avons déjà lancé un appel à nous rassembler à Paris début juin dans l'éventualité où la banque fasse le mauvais choix.



CONTACTS PRESSE

**POUR LE VOLET EXEMPLARITE DE L'ETAT
MALIKA PEYRAUT**

malika.peyraud@amisdelaterre.org
06 88 48 93 68

**POUR LE VOLET EXEMPLARITE DES BANQUES
LUCIE PINSON**

lucie.pinson@amisdelaterre.org
06 79 54 37 15

**POUR TOUTES INFORMATIONS
PIERRE SAGOT**

communication@amisdelaterre.org
06 86 41 53 43

www.amisdelaterre.org